



COMPTES-RENDUS



JOURNÉE D'ÉTUDE #2



« Vers une société de l'engagement ? Ruptures & dynamiques »

20 NOVEMBRE 2023

OURS

Cette synthèse a été rendue possible grâce au travail de toute une équipe. Nous tenons à les en remercier.

Contributeurs et contributrices :

Yaël Benayoun, Yannick Blanc, Valérie Comblez, Laurent Coudercher, Charlotte Debray, Marion Ducasse, Christine Duval, Alexandre Florentin, Jean-Baptiste Hazo, Pierre-Antoine Marti, Laurence de Nervaux, Hannah Olivetti, Valérie Paumier, Maxime Perez Zitvogel et Nathalie Roudaut.

Prise de notes : Bastien Engelbach et Quentin Vaissaire.

Rédaction : Hannah Olivetti.

Relecture : Yannick Blanc, Diane Bonifas, Charlotte Debray et Anna Maheu.

Photographies : Anna Maheu et Guillemette Martin.

Conception graphique et mise en page : Anna Maheu.

Services généraux : Diane Bonifas et Myriam Roumane.

Mars 2024 - La Fonda

Le rapport s'inscrit dans la continuité de l'exercice de prospective « Vers une société de l'engagement ? »

En tant que laboratoire d'idées associatif, la Fonda éclaire le futur du monde associatif à l'aide de la prospective. Pour répondre aux questionnements croissants des associations et de leurs partenaires sur l'engagement, la Fonda a initié en 2022 l'exercice « Vers une société de l'engagement ? ».

Avec le soutien des partenaires financiers de la Fonda :

Avec le soutien de





Réunissant des personnes et des organisations, la Fonda défend **la liberté et le développement de la vie associative** comme essentiels à la construction d'une société solidaire, juste et durable.

Pour qu'ils jouent pleinement leur rôle, la Fonda éclaire les responsables associatifs et leurs partenaires dans leurs réflexions prospectives et stratégiques, et outille leurs coopérations d'intérêt général.

La vision politique de la Fonda est marquée par une permanence : **il ne peut y avoir de vitalité démocratique sans vitalité associative.**

Bureau

Président : Nils Pedersen

Vice-président : Yannick Blanc

Vice-présidente : Gabriela Martin

Secrétaire générale : Louise Vaisman

Trésorier : Alain Legrand

Membre : Agathe Leblais

Conseil d'administration

Administrateurs : Stéphanie Andrieux, Philippe Bégout, Pierre Catalan, Philippe Chabasse, Isabelle Chandler, Camille Destans, Pierre François, Jean-Pierre Jaslin, Sophia Lakhdar, Valérie Lourdel, Michel Nung, Amélie Pédrot, Giorgia Ceriani Sebregondi, Sandrine Soloveick, Roger Sue, Laurent Terrisse, Pierre Vanlerenberghe et Kaméra Vesic.

Équipe permanente

Déléguée générale : Charlotte Debray

Assistante de direction : Diane Bonifas

Assistante de gestion : Myriam Roumane

Responsable communication : Anna Maheu

Cheffe de projet Prospective : Hannah Olivetti

Chargée de communication : Guillemette Martin

Coordonnateur des programmes : Bastien Engelbach

Chargé de mission Faire Ensemble : Quentin Vaissaire

www.fonda.asso.fr

La Fonda @fonda2020 La Fonda @lafondaasso

La Fonda - c/o UNHAF
12 avenue du général de Gaulle - 94300 Vincennes
Tél : 01 45 49 06 58
Email : fonda@fonda.asso.fr

La Fonda remercie ses partenaires financiers

Avec le soutien de



SOMMAIRE



Louise Lefevre, Yannick Blanc, Hannah Olivetti et Charlotte Debray lors de la journée d'étude « Vers une société de l'engagement ? Ruptures & dynamiques » © Guillemette Martin / La Fonda

OURS	2
SOMMAIRE	4

OUVERTURE..... 5

INTRODUCTION - YANNICK BLANC	6
L'AMBITION DE LA JOURNÉE - CHARLOTTE DEBRAY & HANNAH OLIVETTI	8

TRILOGUES..... 10

FRAGMENTATION SOCIALE- CHRISTINE DUVAL, MARION DUCASSE & LAURENCE DE NERVAUX	11
NUMÉRISATION DE LA SOCIÉTÉ - YAËL BENAYOUN, VALÉRIE COMBLEZ & PIERRE-ANTOINE MARTI	16
DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - ALEXANDRE FLORENTIN, VALÉRIE PAUMIER & LAURENT COUDERCHER	21
SANTÉ MENTALE - NATHALIE ROUDAUT, MAXIME PEREZ ZITVOGEL & JEAN-BAPTISTE HAZO	26

CLÔTURE 32

GRAND TÉMOIN - YANNICK BLANC	33
CONCLUSION - CHARLOTTE DEBRAY & HANNAH OLIVETTI	35



OVERTURE



Mot d'accueil



Yannick Blanc
Vice-président de la Fonda

CHRONO

Yannick Blanc, Hannah Olivetti, et Charlotte Debray lors de la journée d'étude « Vers une société de l'engagement ? Ruptures & dynamiques » © Guillemette Martin / La Fonda



INTRODUCTION



Yannick Blanc, vice-président de la Fonda

La deuxième journée d'étude de l'exercice de prospective participative «[Vers une société de l'engagement?](#)» a été consacrée aux ruptures et dynamiques pouvant affecter la société de l'engagement : la fragmentation sociale, la numérisation de la société, le dérèglement climatique et la dégradation de la santé mentale. 120 membres de la communauté Fonda se sont réunis le 20 novembre 2023 à l'auditorium de la MACIF, dans le 15^e arrondissement de Paris. Le vice-président de la Fonda, Yannick Blanc, a introduit cette journée riche en réflexion.

POURQUOI UN EXERCICE DE PROSPECTIVE SUR L'ENGAGEMENT ?

En plus de 40 ans d'existence, la Fonda a déjà consacré de nombreux travaux à l'engagement bénévole dans les associations. À chaque fois, notre association a constaté la vitalité persistante de cette forme d'engagement face au déclin de l'engagement politique et syndical.

Valeur cardinale pour les Français, la notion d'engagement s'est cependant depuis quelques années élargie avec le développement de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE), du Service civique et du Service national universel (SNU), l'incitation à l'engagement des salariés des entreprises ou l'affirmation des «marques engagées». Schématiquement, la notion d'engagement a débordé du secteur associatif, pour être aujourd'hui présente dans les entreprises et des pouvoirs publics.

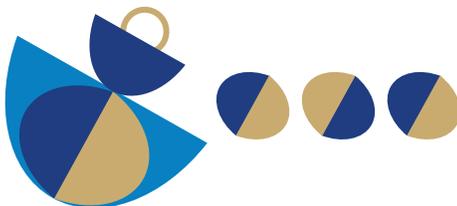
N'y a-t-il là qu'un effet de mode ou est-ce au contraire le signe d'une transformation profonde des rapports entre les individus et les structures collectives? Allons-nous vers une approche plus ouverte, mais aussi plus diversifiée, de l'action d'intérêt général?

Dit autrement, le modèle relationnel qu'incarne l'engagement bénévole n'est-il pas en train de devenir un modèle pour la structuration du lien social?

C'est à ces questions que la Fonda tente de répondre en se projetant à l'horizon 2040 et en imaginant ce que serait la place des associations et plus globalement des acteurs de l'intérêt général, dans un monde qui verrait les valeurs de l'engagement se diffuser à l'ensemble de la société.

Yannick Blanc

Le modèle relationnel qu'incarne l'engagement bénévole n'est-il pas en train de devenir un modèle pour la structuration du lien social?



REMERCIEMENTS

Un grand merci d'abord à la MACIF, qui soutient les travaux de la Fonda depuis 2008 et qui nous a gentiment invité à organiser cette journée d'étude dans son auditorium.

Merci à nos partenaires, financiers et associés : grâce à leur soutien, ils nous permettent de mener nos travaux en toute liberté et de continuer à éclairer l'avenir du fait associatif.

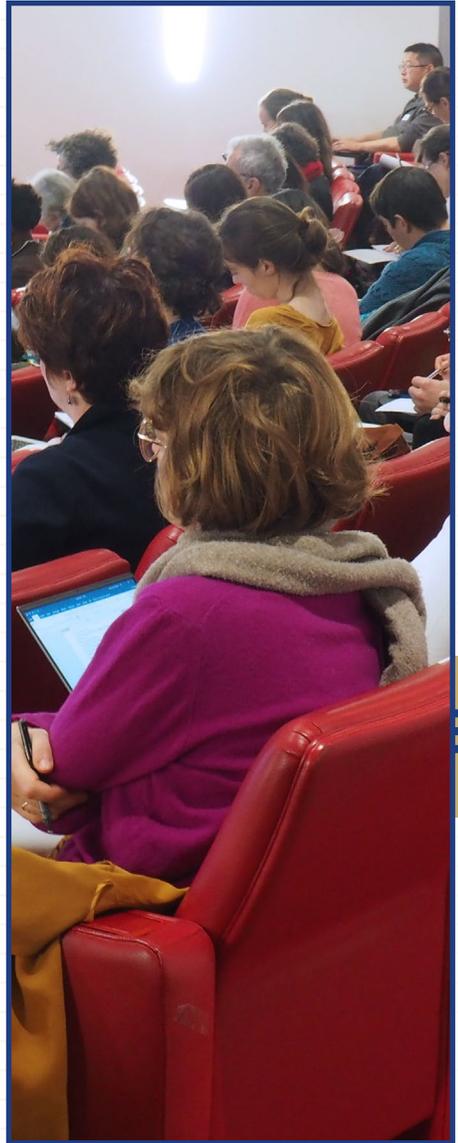
Un merci tout particulier à la CNAF, à l'ANCT, à la Fondation SNCF, à la Fondation Crédit Coopératif, au Fonds de dotation KPMG, au secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et du Service national universel (SNU), à la Banque des territoires et à CO-conseil, qui soutiennent spécifiquement ces travaux au long cours.

Merci aux douze intervenants qui ont partagé leurs réflexions et éclairages afin que nous cernions mieux les phénomènes à l'œuvre et leurs répercussions sur l'engagement.

Merci à celles et ceux qui ont répondu présents le 20 novembre. Plus de 120 personnes ont participé à cette deuxième journée d'étude, nous en sommes honorés et cela nous oblige.

Merci aux membres du groupe de pilotage de l'exercice de prospective qui ont été force de proposition dans la construction de cette journée d'étude.

Merci à l'équipe salariée et bénévole de la Fonda pour l'organisation de cette deuxième journée d'étude.



*Participants à la journée d'étude « Vers une société de l'engagement ?
Ruptures & dynamiques » le 20 novembre 2023 à Paris
© Guillemette Martin / La Fonda*

*Un grand merci à tous
pour votre contribution
à la réussite de cette journée !*

BONNE LECTURE !

L'AMBITION DE LA JOURNÉE



Charlotte Debray, déléguée générale, et Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective

Avant d'aborder les synthèses de cette journée d'étude, un bref rappel de l'exercice de prospective que la Fonda mène actuellement s'impose. L'ambition de la journée a ainsi été présentée par Charlotte Debray et Hannah Olivetti, respectivement déléguée générale, et cheffe de projet prospective de la Fonda.

PRÉSENTATION DE L'EXERCICE DE PROSPECTIVE

Les responsables associatifs sont bousculés par les transformations du bénévolat, la montée en puissance d'autres formes d'engagement, et la banalisation, voire la ringardisation, de leur action.

Alors que la notion d'engagement est devenue un attracteur sémantique, le Conseil d'administration de la Fonda a choisi pour répondre à ces inquiétudes d'initier en 2022 un nouvel exercice de prospective participative, intitulé [«Vers une société de l'engagement?»](#).

Cet exercice de prospective participative entend croiser les regards, y compris celui des premiers concernés. Il se veut ouvert et participatif, afin d'enrichir les données, chasser les conformismes de pensées et consolider les livrables. Avec des groupes de travail, un club de lecture mensuel, un groupe de pilotage tous les trimestres et deux journées d'étude, ce ne sont pas moins de 150 personnes qui ont déjà contribué à l'exercice de prospective.

Après une année 2022 consacrée à préciser les questions prospectives, à établir le dispositif de travail et à mobiliser les acteurs et les ressources, l'année 2023 a été celle de la mise en action des différents espaces de travail collectif. L'objectif de cette première séquence de l'exercice de prospective est de réunir la connaissance nécessaire à la bonne compréhension des enjeux : il s'agit de la base prospective.



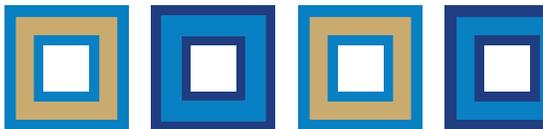
Charlotte Debray et Hannah Olivetti

*lors de la journée d'étude « Vers une société de l'engagement ?
Ruptures & dynamiques » © Anna Maheu / La Fonda*

Schématiquement, cet exercice de prospective se décompose en trois grandes étapes :

L'établissement d'une « base prospective » de fin 2022 au printemps 2024.

Il s'agit de collecter des données sur la société de l'engagement, en s'appuyant sur des analyses variées, afin de modéliser cette société de l'engagement, de voir les actions en présence, leurs leviers d'action, leurs enjeux, etc.



Pour ce faire, nous avons trois modes de collecte de données :



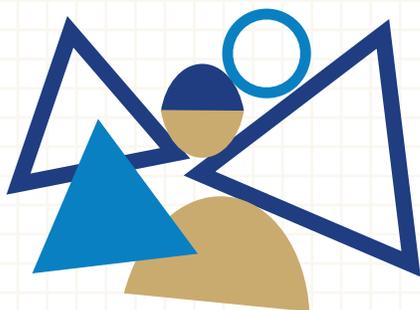
le Club de lecture mensuel sur l'engagement ;



les groupes de travail sur l'engagement qui nous ont permis d'explorer trois thèmes : l'engagement au fil des âges, l'engagement pour la cause écologique et l'engagement dans les territoires vulnérables ;



les journées d'étude, ouvertes au grand public, qui sont l'occasion de faire dialoguer acteurs de terrain, personnes concernées et chercheurs.



L'exploration des futurs possibles de juin à septembre 2024

La deuxième étape de l'exercice de prospective sera consacrée à l'identification des futurs possibles de la société de l'engagement. Une quatrième journée d'étude le 26 juin 2024 permettra de formuler les hypothèses d'évolution de la société de l'engagement, et donc les futurs possibles qui en découlent.

L'identification du futur souhaitable de notre huitième Université, le 9 octobre 2024, au printemps 2025.

L'ultime étape de l'exercice de prospective consistera à fédérer les acteurs autour d'une vision partagée du futur souhaitable de la société de l'engagement et identifier les stratégies à déployer pour l'atteindre.

Pour y parvenir, l'Université prospective du 9 octobre 2024 à la Halle Pajol à Paris sera l'occasion de partager notre compréhension du présent et de présenter notre exploration des futurs possibles de la société de l'engagement.

En 2025 paraîtra le carnet exploratoire «Vers une société de l'engagement?», fruit des trois années de travail collectif.

AMBITION DE LA DEUXIÈME JOURNÉE D'ÉTUDE

Après une première journée d'étude en mars 2023 consacrée aux différents acteurs invoquant l'engagement, cette deuxième journée est consacrée à la mise en lumière des transformations sociétales qui peuvent affecter affecter la société de l'engagement.

Avec le groupe de pilotage, la Fonda a identifié en amont quatre domaines de transformations profondes : la fragmentation sociale, la numérisation de la société, le dérèglement climatique et la détérioration de la santé mentale.

Les tables rondes ont toutes commencé par un témoignage situé d'une dizaine de minutes. Ce regard d'une personne concernée a été complété d'un échange avec un acteur de terrain et un chercheur de près d'une heure. Les participants ont posé leurs questions et partagé leurs remarques au gré des échanges grâce à un outil numérique.

La journée a été conclue par une prise de parole de Yannick Blanc, notre grand témoin. Ses analyses font office de conclusion dans chacun des comptes-rendus.

En espérant que ces comptes-rendus nourrissent vos propres réflexions sur la possible société de l'engagement !

Marion Ducasse, Christine Duval, Laurence de Nervaux, et Charlotte Debray lors de la journée d'étude
« Vers une société de l'engagement ? Ruptures & dynamiques » © Guillemette Martin / La Fonda

TRILOGUES



La Fonda
fabrique
associative



JOURNÉE D'ÉTUDE #2



« Vers une société de l'engagement ? Ruptures & dynamiques »

20 NOVEMBRE 2023

FRAGMENTATION SOCIALE



Animé par Charlotte Debray

Christine Duval, Marion Ducasse et Laurence de Nervaux

La fragmentation sociale se traduit par la persistance, voire le creusement d'inégalités de tous ordres. Elle trouve ses racines dans l'histoire, et se voit accentuée par un accès inégal aux services de base, comme par les conséquences inégales du dérèglement climatique ou de la numérisation de la société. Quelles sont les différentes facettes de cette fragmentation? Quelles implications pour les acteurs de l'engagement? Peut-on agir à la racine de cette fragmentation?

Cet échange s'inscrit dans le cadre de la 2^e journée d'étude de la Fonda [«Vers une société de l'engagement? Dynamiques & Ruptures»](#). Animé par Charlotte Debray, déléguée générale de la Fonda, il a réuni Marion Ducasse, artisane de justice sociale chez AequitaZ, Laurence de Nervaux, directrice de Destin commun et Christine Duval, cheffe de projet Méthode & coopération dans la mission Grande équipe de la réussite républicaine de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

UNE FRAGMENTATION NON RECONNUE

Charlotte Debray : Avec le Secours catholique, AequitaZ a récemment publié un rapport qui pointe l'obsolescence du système de protection sociale en France. Pouvez-vous préciser?

Marion Ducasse : L'idée d'un *Boulot de dingue* est née pendant les confinements, où l'on s'est tous interrogés sur la notion de « biens et services essentiels ».

En France, l'emploi salarié est la clé de voûte de notre système de protection sociale. Par les salaires, on cotise et on a accès à des droits tels que la formation, le chômage ou encore la retraite.

Le système de protection sociale français est précieux, mais il laisse sur le bord de la route les personnes qui travaillent, mais en dehors de l'emploi.

En effet, les personnes en situation de précarité sont actives, n'en déplaise à la statistique qui classe nombre d'entre elles parmi les « inactifs ». Néanmoins leur travail est invisibilisé : entraide de voisinage, soins à un parent ou à un enfant, bénévolat et solidarité, tâches ménagères et familiales...

Le travail hors emploi est essentiel, et les personnes en précarité ont aussi une fonction qui, loin de coûter un « pognon de dingue », est utile à l'ensemble de la société. Elles forment une sorte de protection sociale de proximité. On ne sait pas la reconnaître, alors que sans elle, c'est toute la société qui s'effondrerait.

En cela, les personnes en précarité vivent une triple injustice : le manque d'argent, le mépris social, et la non-reconnaissance de leur contribution.



Christine Duval : Cette injustice concerne tout particulièrement les habitants des Quartiers de la Politique de la Ville (QPV), dont 44 % vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Il existe aussi des inégalités entre QPV : dans le nord de la France, des zones pavillonnaires, en Île-de-France, des barres et des tours. Les misères sociales y prennent différentes formes, et ce qu'on observe, c'est que les habitants qui s'y installent sont encore plus pauvres que ceux qui en partent.

La Politique de la Ville avait été pensée pour compenser ces inégalités, en leur apportant des moyens supplémentaires par rapport aux autres territoires. Dans les faits, dans les QPV, les dotations sont utilisées à la place du droit commun, et non en plus. Finalement, on les maintient tout juste la tête hors de l'eau.

C'est la source du supposé dysfonctionnement de la Politique de la Ville, auquel s'ajoute l'absence de la mixité sociale.

Au passage, je souligne que les valeurs et les revendications des habitants des QPV rejoignent celles du reste de la population : plus de sécurité, de justice et de santé.

Christine Duval

Les valeurs et les revendications des habitants des QPV rejoignent celles du reste de la population : plus de sécurité, de justice et de santé.



POLARISATION DU DÉBAT PUBLIC ET FRAGMENTATION DE LA SOCIÉTÉ

Destin commun travaille justement sur les systèmes de valeurs qui nourrissent la polarisation du débat public et la fragmentation de la société. En quoi cela permet-il de renforcer l'engagement et la participation citoyenne ?

Laurence de Nervaux : En étudiant ces systèmes de valeurs, nous cherchons à comprendre les ressorts des divisions, qui peuvent être explosives. L'assassinat de Jo Cox, députée britannique, en 2016 à la veille du référendum sur le Brexit en est un exemple.

Il s'agit d'apporter de la nuance, de permettre aux acteurs de l'engagement et de la participation démocratique de comprendre « à qui je parle ». Pour nourrir leurs stratégies de mobilisation, notre approche repose sur la psychologie sociale, où l'on prend en compte la singularité des parcours individuels, le vécu et les ressentis, en plus de critères sociodémographiques plus classiques (genre, âge, catégorie socio-professionnelle...).

Nos travaux ont mis en évidence six groupes homogènes, dont les valeurs s'opposent les unes aux autres, et vont être déterminantes sur le niveau et les formes d'engagement.

Les plus désengagés sont généralement les plus défiants. Si la confiance envers la science, les médias, ou autrui est détruite, c'est très dur de mobiliser.

Si la polarisation idéologique se réduit depuis la fin de la guerre froide, la polarisation affective, c'est-à-dire l'animosité envers l'autre, progresse.

C'est un effet des réseaux sociaux, des bulles de filtre, de la prédominance du discours binaire et extrême. Les clivages portent de plus en plus sur des sujets sociétaux, relevant des valeurs intimes.

Marion Ducasse : Un exemple emblématique de l'existence de différents systèmes de valeurs sur le plan politique est la réforme du Revenu de solidarité active (RSA).

Il est de 607 € par mois pour une personne qui vit seule; autant dire qu'elle survit. À partir de 2024, il va être conditionné à la réalisation de 15 heures d'activité obligatoires. L'idée sous-jacente est que le travail permet de sortir la précarité.

On voit bien pourtant que ce n'est pas le cas : le halo du chômage augmente, travailler ne veut pas dire réussir à boucler ses fins de mois.

C'est inquiétant, car on se prépare à ce que de plus en plus de personnes n'aient rien, car elles ne pourront pas démontrer qu'elles le méritent. Il est donc nécessaire d'avoir un revenu garanti et inconditionnel pour favoriser l'insertion de tous dans la société.

Laurence de Nervaux

70 % des Français considèrent le pays comme divisé.



Cela peut nous amener à de grosses tensions comme lors des Gilets jaunes. Quels signaux prendre en compte ?

Laurence de Nervaux : Les Français sont pessimistes sur la situation du pays avec 70 % des Français qui considèrent le pays comme divisé, contre 50 % des Allemands et 54 % des Britanniques.

Trois facteurs permettent d'expliquer cette nouvelle équation de la défiance : l'incertitude qui devient constante dans un contexte de multiplications des crises comme le COVID-19, l'inflation, la guerre en Ukraine; le sentiment d'impuissance qui est particulièrement important dans les populations les plus précaires; le sentiment de complexité du monde.

Ces ingrédients accentuent la défiance et amènent vers des lectures complotistes. Moins l'on a l'impression d'être entendu et compris, plus on a tendance à glisser vers une autre interprétation de la réalité!

LEVIERS D'ACTION POUR LES ACTEURS DE TERRAIN

Dans un tel contexte, comment les acteurs de terrains peuvent-ils agir ?

Christine Duval : Malgré les difficultés et le manque d'attractivité des métiers, les professionnels restent très engagés, que ce soit au sein de collectivités territoriales, de services de l'État ou d'associations. Dans les QPV, leur engagement quotidien est conjugué à celui des « mamans ».

Souvent en situation de monoparentalité, elles sont victimes d'injonction contradictoires : elles tiennent les liens sociaux du quartier et elles sont menacées de suppression de prestations sociales en cas de défaillance.

Les quartiers qui n'ont pas flambé lors des émeutes de juillet 2023 sont ceux où le tissu associatif est riche et le maillage des professionnels engagés bien orchestré.

Marion Ducasse : Toute une part de la société s'engage dans les activités de prendre soin, en dehors du travail-emploi. Si on monétisait les activités parentales et domestiques, elles correspondraient à un tiers du Produit intérieur brut (PIB) en plus.

Autre fait marquant, la France compte 10 millions d'aidants dans notre société qui soutiennent 20 millions de personnes. On devrait sécuriser ces activités-là, essentielles à la société.

Laurence de Nervaux : Sans en avoir forcément conscience, les Français ont des engagements informels divers. Par exemple, ils prennent part à des groupes d'entraide et de collaboration sur les réseaux sociaux. J'appelle cela la société du tuto.

Quels sont les autres leviers pour contrer la fragmentation à l'avenir ?

Christine Duval : Il est temps d'arrêter des métiers en tuyaux d'orgue pour avoir beaucoup plus de transversalité. On a moins besoin de spécialistes que de couteaux suisses. Il faut avoir, comme le dit Yannick Blanc, à la fois une posture haute et une posture basse. Autrement dit, avoir la capacité de maintenir le cap stratégique et d'accueillir la parole des habitants. Pour cela, il faut repenser la formation des professionnels.

J'ajoute également l'enjeu d'articuler, en termes de politiques publiques, le cadre général avec les spécificités locales. Cela suppose de développer des espaces de dialogue entre acteurs, État, collectivités territoriales et société civile. Il s'agit de construire une vision commune sur le temps long, sur les chemins de changement, tout en définissant des actions de court terme. On expérimente cette approche avec Quartier impact collectif à l'ANCT.

Le dernier enjeu porte sur la posture de l'État. Les délégués du préfet devraient davantage avoir une fonction d'animateur de territoire, et assurer la cohérence des actions, qui reposent sur l'engagement de tous. On sent dans les territoires frémir une appétence pour ces logiques de coopération.

Marion Ducasse

Embarquer les personnes dans l'analyse de ce qui est en jeu, c'est leur permettre de participer pleinement à la résolution de sujets complexes.



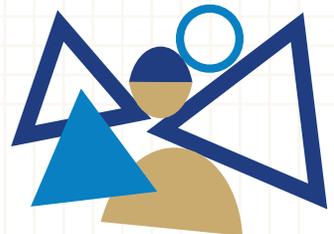
Marion Ducasse : Trop souvent, les solutions sont pensées sans tenir compte de l'expertise d'usage, de la parole des premiers concernés. Embarquer les personnes dans l'analyse de ce qui est en jeu, c'est leur permettre de participer pleinement à la résolution de sujets complexes.

La reconnaissance de leur parole, de leur vécu, et de leur capacité à élaborer des réponses sérieuses et crédibles est nécessaire. C'est ce qu'on fait à AequitaZ : on part de la vie des gens pour faire remonter des sujets politiques et trouver collectivement des solutions.

Laurence de Nervaux : Pour faire écho à ce que dit Marion, la question des émetteurs et des voix des personnes qui représentent est fondamentale. Nous avons établi une cartographie d'une soixantaine d'émetteurs sur les sujets climatiques et de justice sociale, comprenant des organisations non gouvernementales (ONG), des syndicats, des entreprises, des personnalités, etc.

Ce sont les profils professionnels qui reçoivent le plus d'adhésion, devant les acteurs institutionnels et les personnalités. Il faut donc ouvrir l'éventail des émetteurs pour parler aux groupes qui ne se reconnaissent ni dans les corps intermédiaires ni dans les représentants élus.

J'ajoute un sujet qui devrait être davantage abordé et soutenu, notamment par les fondations : le rapport à l'information. On voit la méfiance à l'égard des médias et des journalistes augmenter. C'est un objet d'engagement clé, car c'est le prisme par lequel on voit la société et l'on construit son rapport à l'autre.



Qu'est-ce qui reste à réinventer dans une telle situation ?

Marion Ducasse : Pour commencer, il faudrait garantir un revenu décent à chacun, un plancher social qui permette de se projeter sereinement, entre autres dans des activités du *care*. Et comme nous avons pu le faire pour le rapport *Un Boulot de dingue*, il faudrait mener sur les territoires un inventaire des activités utiles et vitales, qu'elles soient rémunérées ou non, qu'elles soient choisies ou non.

Il s'agit d'élargir le spectre de la protection sociale aux activités utiles socialement et écologiquement, au-delà du travail-emploi, afin de les faire gagner en reconnaissance comme en droits.

Ce serait un chantier démocratique qui pourrait s'expérimenter au niveau local. Ce sont les conditions pour dépasser les fragmentations qui nous séparent. ☺

RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

🗨️ Marion Ducasse, Céline Whitaker, Jean Merckaert, Daniel Verger (Aequitaz et Secours catholique), *Un boulot de dingue, reconnaître les contributions vitales à la société*, 2023, [en ligne].

📖 François-Xavier Demoures, Lucie Monges, Maider Piola, Anaïz Parfait et Mathieu Lefèvre (Destin commun), *La France en quête*, 2020, [en ligne].

📖 Raphaël Llorca (Fondation Jean Jaurès) et Laurence de Nerveux (Destin commun), *Dans la tête des abstentionnistes, à l'écoute de ceux qui se taisent*, 2022, [en ligne].

🏠 Pour en savoir plus sur l'expérimentation de l'ANCT intitulée « Quartiers à Impact collectif ».

RÉACTION DE YANNICK BLANC, GRAND TÉMOIN DE LA JOURNÉE

Au regard de cette table ronde, on voit bien qu'il y a quelque chose à articuler entre l'engagement et la confiance.

Laurence de Nerveux a expliqué que la polarisation des discours était reliée à des attitudes de défiance et provoquait attentisme et retrait. Inversement, nous ne pourrions pas rétablir la confiance dans les institutions sans la reconnaissance et la valorisation de l'engagement.

Yannick Blanc

Nous ne pourrions pas rétablir la confiance dans les institutions sans la reconnaissance et la valorisation de l'engagement.



À propos du revenu de base inconditionnel, il est encore question de faire confiance. Il y a aujourd'hui une institutionnalisation de la méfiance, dans la distribution des aides, qui est sans doute la principale source de non-recours aux droits.

Enfin, ce qui m'a marqué, c'est que les quartiers les plus préservés des violences lors des émeutes de juillet dernier étaient ceux où il y avait le plus d'associations. Cela montre l'importance de créer les espaces où l'on sait qui est qui et sur qui on peut compter. En ce sens, les associations sont productrices de confiance, car elles permettent de faire vivre le lien entre les gens. Pour l'avenir, il est nécessaire de faire revivre l'intensité humaine et l'interdépendance entre nous.

📄 Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Diane Bonifas, Marion Ducasse, Christine Duval, Charlotte Debray, Anna Maheu, Guillemette Martin et Laurence de Nerveux. Il est mis à disposition sous la [Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/).

NUMÉRISATION DE LA SOCIÉTÉ



Animé par Hannah Olivetti



Yaël Benayoun, Valérie Comblez et Pierre-Antoine Marti

Le numérique occupe une place prégnante dans nos vies, au point que Jean-François Serres parle de « société du domicile », où l'on peut tout faire : se divertir, s'informer, consommer, faire ses démarches administratives, télétravailler, avoir des relations sociales, etc. En offrant un accès inédit à l'information, les outils numériques peuvent amplifier et renouveler l'engagement. Pourtant, tout le monde n'est pas à bord. Peut-on dématérialiser sans déshumaniser ? À quelle condition le numérique peut-il être vecteur de lien social et de citoyenneté ? Peut-on construire un numérique éthique ?

Cet échange s'inscrit dans le cadre de la 2^e journée d'étude de la Fonda [«Vers une société de l'engagement? Dynamiques & Ruptures»](#). Animé par Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective de La Fonda, il a mobilisé Yaël Benayoun, cofondatrice du Mouton numérique, Valérie Comblez, déléguée fédérale des Centres sociaux des Pays Picard, et Pierre-Antoine Marti, directeur d'études à Futuribles International et doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) sur les représentations du futur dans la littérature d'anticipation.

L'ILLECTRONISME AUJOURD'HUI

Hannah Olivetti : Qu'est-ce que le numérique ?

Yaël Benayoun : En France, nous avons cette particularité de parler « du » numérique comme un ensemble homogène. Internet, l'Intelligence artificielle (IA), un logiciel de bureautique, ou une plateforme administrative : ce sont des réalités techniques et sociales très hétérogènes.

Cela crée de la confusion de parler du numérique au singulier. Cela renvoie néanmoins à un sujet clef : l'obligation de connexion. Or, tout le monde n'est pas à bord de la transition numérique.

Qui se trouve freiné dans l'utilisation du numérique ?

Valérie Comblez : En 2021, 15,4 % de la population française est en situation d'illectronisme¹. Il s'agit « de la situation d'une personne ne possédant pas les compétences numériques de base ou ne se servant pas d'Internet » selon l'Insee. Le niveau de vie, l'âge et le lieu de vie conditionnent souvent cette problématique.

¹ Jean-François Serres, *Engageons-nous en fraternité*, Le Pommier, 2017.

² Insee, *Enquête annuelle auprès des ménages sur les technologies de l'information et de la communication*, 2021, [en ligne].

Le numérique est partout : pour accéder à ses droits, pour trouver ou exercer un emploi, pour l'éducation des enfants, etc. La question de l'accès aux droits est une des entrées par lesquelles les habitants entrent dans un centre social.

La dématérialisation des démarches administratives est générale, et peu de solutions existent pour accompagner les personnes éloignées du numérique ou celles qui n'ont pas les équipements. On n'a pas d'autre choix que s'en préoccuper. Cela implique une évolution des compétences et des métiers des travailleurs sociaux et des animateurs.

C'est pour cela que nous avons mis en place en 2018 le projet « Centres sociaux connectés » avec la Région des Hauts-de-France. Des animateurs spécifiques travaillent avec les salariés et les bénévoles qui accompagnent les habitants, pour viser leur autonomie.

À terme, 66 salariés de 48 Centres sociaux ou Espaces de vie sociale (EVS) seront mobilisés pour accompagner les habitants, en incluant le numérique dans leur champ de compétences.

Yaël Benayoun : On voit bien qu'il y a une obligation implicite à la connexion. On prend souvent le numérique par le prisme des compétences. Mais ce n'est pas seulement une question de compétences : c'est un choix politique.

Je pense notamment à la numérisation des rendez-vous en préfecture pour le renouvellement du titre de séjour. En Seine-Saint-Denis, il n'y a que 100 rendez-vous mis en ligne par mois. C'est une politique de restriction de l'accès aux droits assez frappante. Les personnes doivent faire de nombreuses captures d'écran pour justifier que, malgré leurs efforts, elles n'ont pas trouvé de rendez-vous.

Yael Benayoun

*Il y a une obligation implicite à la connexion [...]
Ce n'est pas seulement une question de compétences : c'est un choix politique.*



ENJEUX DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Cette fracture risque de s'amplifier avec la montée en puissance de l'intelligence artificielle. Mais de quoi parle-t-on au juste ?

Pierre-Antoine Marti : Quand on parle de l'Intelligence artificielle, le poids des représentations est énorme. En réalité, c'est l'automatisation d'un certain nombre de tâches cognitives que des humains pouvaient faire, et que la machine va accomplir.

Au début, c'était surtout des missions répétitives comme le fait de rentrer des chiffres ou faire des calculs. Avec le temps, les tâches sont de plus en plus complexes.

Il existe désormais des algorithmes d'appariement qui permettent de déléguer davantage de tâches grâce à de grands modèles de calcul.

Ils mettent en rapport une offre et une demande. Parcoursup, Tinder, Amazon en sont des exemples. Tout ce que je viens de présenter c'est de l'intelligence artificielle « faible ».

Il y a eu une grande rupture récemment avec l'intelligence artificielle générative. Ces machines, comme Bard, ChatGPT, Dall-E sont capables de générer automatiquement du texte, des images, de la musique et bientôt probablement des films.

Les compétences de ces machines sont impressionnantes, car elles automatisent des tâches que l'on considère comme le propre de l'humain : la créativité, l'imagination, etc.



N'y a-t-il pas un risque qu'un jour l'intelligence artificielle prenne le pouvoir sur les humains ?

Pierre-Antoine Marti : C'est une des représentations de l'intelligence artificielle très présente dans la science-fiction, sur laquelle je travaille. On peut entendre des personnes qui disent « j'ai peur que l'ordinateur s'énerve ». Mais l'ordinateur n'est pas Terminator, c'est juste une machine.

Cependant, il existe un troisième niveau de l'intelligence artificielle qui n'est pas encore arrivé et qui, je l'espère, n'arrivera jamais : l'intelligence artificielle « forte » ou générale, qui est la grande perspective des magnats de la Silicon Valley. Ils rêvent que l'intelligence artificielle soit aussi intelligente, voire plus, que les êtres humains. C'est un peu le principe du transhumanisme.

Pierre-Antoine Marti



À l'horizon 2030, la consommation énergétique de l'IA sera équivalente à celui d'un pays occidental de plusieurs dizaines de millions d'habitants

Quels sont les autres enjeux soulevés par le recours à ces technologies ?

Yaël Benayoun : On oublie bien trop souvent en parlant de numérique qu'il y a des infrastructures derrière tout ceci qui sont bien matérielles. Elles posent des questions écologiques et sociales : les conditions de travail pour l'extraction et le raffinage de minerais dans les terres rares, indispensables pour les batteries des véhicules hybrides, les micro-processeurs pour les portables, les ordinateurs ou les tablettes, etc.

Ce processus d'extraction demande de grandes quantités d'eau, qui sera polluée. Les populations et les ressources sont exploitées à des coûts très bas.

Pierre-Antoine Marti : J'ajoute aussi le coût énergétique qui est énorme, bien qu'invisibilisé. À l'horizon 2030, la consommation énergétique de l'intelligence artificielle sera équivalente à celui d'un pays occidental de plusieurs dizaines de millions d'habitants.

Le coût humain est également important. Pour le développement de l'intelligence artificielle, des travailleurs du clic sous-payés sont recrutés entre autres au Kenya. Ils permettent de modérer l'intelligence artificielle. Il y a un enjeu à s'engager sur les questions écologiques et le coût social humain souvent peu conscientisés.

LEVIERS D'ACTION POUR LES ACTEURS DE TERRAIN

Quels sont les acteurs impliqués dans ces développements technologiques ?

Yaël Benayoun : Les dispositifs que nous utilisons sont liés à des jeux d'acteur. Les industriels les rendent désirables, grâce à d'importants investissements.

Par exemple, le développement des caisses automatiques à partir de 2018 a été largement relayé par la presse économique en France. La rhétorique portait sur l'inéluctabilité de la technologie et la prise en compte de la pénibilité du métier de caissières.

En réalité, les caisses automatiques existaient déjà, mais leur développement dans le secteur de la grande distribution, qui est très concurrentiel, était une réponse au lancement du supermarché sans personnel par Amazon. De fait, la pénibilité demeure, voire augmente, car les hôtes de caisses, à qui on ne dit plus bonjour, restent debout à surveiller 6 caisses automatiques toute la journée.

La question est de savoir qui décide des normes d'usages. Aujourd'hui, elles sont majoritairement définies par les industriels, en fonction de l'état du marché.

Pierre-Antoine Marti : Comme l'a dit Yaël, ce sont les concepteurs de ces technologies qui ont la main sur le sujet, avec leur vision, qu'ils essaient de vendre.

Dans ce jeu d'acteurs, il y a aussi les organisations qui utilisent ces technologies et les intègrent, comme les États, les entreprises, ainsi que l'utilisateur lambda. Il y a également le législateur, à plusieurs niveaux. Cette législation peut être nationale, mais aussi supranationale, à l'image de l'Union européenne avec les IA Act. On voit d'ailleurs que la législation peut être rapidement dépassée par les évolutions technologiques telles que l'intelligence artificielle générative.

Au dernier niveau, nous avons toute la société civile, composée d'associations, d'ONG, de chercheurs. Elle tente de peser sur le débat public et de sensibiliser sur les usages au quotidien.

Valérie Comblez

*L'engagement
de notre côté, ça va être
de mettre des humains
à côté d'humains pour
faire du numérique.*



Qu'est-ce que ces éléments t'évoquent Valérie en tant que patricienne du quotidien du numérique ?

Valérie Comblez : Tout ça me motive à travailler avec les habitants sur le terrain sur ces sujets évoqués. Nous devons leur donner accès à ces informations et à ces connaissances. Je retiens que le numérique est une ouverture sur le monde, bien qu'il faille aussi accompagner les habitants sur les risques.

Les animateurs des centres sociaux s'emparent progressivement de ces sujets. Ils accompagnent des personnes souvent en situation de précarité et avec des difficultés avec le numérique. L'engagement de notre côté, ça va être de mettre des humains à côté d'humains pour faire du numérique.

Quels sont les grands enjeux pour l'avenir pour vous Yaël et Pierre-Antoine ?

Yaël Benayoun : Les technologies de l'information et de la communication numériques ont permis à des mobilisations de se structurer et à des causes d'émerger. Je pense à #MeToo ou #BlackLivesMatter, mais aussi à des collectifs de personnes handicapées, qui se sont saisis des réseaux sociaux parce que les modes d'action comme aller aux manifestations ou se retrouver dans des bureaux leur étaient difficiles.

Le numérique devrait lui-même faire l'objet d'un engagement. Quelles sont les conditions d'existence d'un numérique d'intérêt général ? Des acteurs historiques, comme l'éducation populaire ou les libristes, s'emparent du sujet depuis un bon moment en réaction au modèle prédateur et dominant. Des groupes féministes se réapproprient désormais les savoirs techniques.

Cela suppose de faire participer les usagers aux cercles de réflexion sur les technologies en prévoyant une rémunération dédiée. Sinon, ils ne pourront pas le faire. Les citoyens arrivent aujourd'hui en bout de course, une fois que les services sont déjà en ligne. Il faut faire tous ensemble, et pas sans les citoyens.



Pierre-Antoine Marti : Je partage l'avis de Yaël. Les citoyens doivent être inclus dans la gestion et la conception sur ces questions. En amont de la conception et du fonctionnement des technologies, nous devrions associer les citoyens, les acteurs sociaux, et les pouvoirs publics aux réflexions.

Le numérique, dont l'intelligence artificielle, a des coûts, des enjeux techniques et politiques. Ils ne pourront pas être réglés par les machines. Nous devons politiser la question du numérique.

D'ailleurs, il faut bien être conscient qu'un usage disproportionné ou trop passif des dispositifs techniques peut conduire au mal-électronisme, et attaquer nos facultés cognitives, comme la lecture, l'écriture, l'imagination, la créativité. Il est nécessaire de revenir au socle de l'échange humain, des savoirs humains. C'est un grand chantier, une affaire d'humains à humains. ☺

RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

📖 Jean-François Serres, *Engageons-nous en fraternité*, Le Pommer, 2017.

✍️ Yaël Benayoun et Irénée Regnault, *Technologie partout, démocratie nulle part*, FYP, 2020.

RÉACTION DE YANNICK BLANC, GRAND TÉMOIN DE LA JOURNÉE

À la Fonda, nous nous intéressons au sujet de la numérisation de la société depuis quelque temps. Dès lors qu'on l'aborde, on se rend compte que les personnes peuvent être rapidement perdues. Cette table-ronde a permis de donner de manière didactique les principaux enjeux.

Yannick Blanc



La régulation par le marché et la régulation par la norme ne suffiront pas à faire des outils numériques d'intérêt général.

La régulation par le marché et la régulation par la norme ne suffiront pas à faire des outils numériques d'intérêt général.

Pour que ces outils ne soient pas un danger pour la société, il faut quelque chose de plus que des outils de régulation et de normalisation. Nous avons besoin de traduire des sujets d'expertise en sujets de société, d'en faire des sujets d'engagement. Cela suppose de surmonter l'engagement émotionnel au profit de la construction d'une éthique partagée du numérique.

© Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yaël Benayoun, Yannick Blanc, Diane Bonifas, Valérie Comblez, Charlotte Debray, Anna Maheu, Pierre-Antoine Marti et Guillemette Martin. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE



Animé par Charlotte Debray

Alexandre Florentin, Valérie Paumier et Laurent Coudercher

L'objectif de limiter le réchauffement climatique en dessous des 2 °C d'ici 2100 a été acté lors de l'Accord de Paris. Quand bien même, nous savons que le climat ne reviendra jamais comme on l'a connu. Les répercussions sont multiples, avec des intensités variables selon les acteurs, les populations et les régions. Quelles sont-elles? Comment peut-on agir à la racine? Peut-on encore atténuer le dérèglement climatique, ou faut-il désormais passer aux stratégies d'adaptation?

Cet échange s'inscrit dans le cadre de la 2^e journée d'étude de la Fonda [«Vers une société de l'engagement? Dynamiques & Ruptures»](#). Animé par Charlotte Debray, déléguée générale de la Fonda, il a mobilisé Valérie Paumier, fondatrice de l'association Résilience Montagne, Alexandre Florentin, conseiller municipal du XIII^e arrondissement de Paris et président de la mission «Paris à 50 °C : s'adapter aux vagues de chaleur», et Laurent Coudercher, délégué général Île-de-France du Crédit coopératif.

TOUR D'HORIZON DES ENJEUX DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Charlotte Debray : Quels sont les enjeux soulevés par le dérèglement climatique?

Laurent Coudercher : Le climat est redevenu instable à cause des gaz à effet de serre, principalement le CO₂. Il provient en grande majorité de la combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel), mais aussi de processus industriels et de la déforestation.

Quand on injecte la molécule de carbone dans l'atmosphère, elle y reste 10 000 ans. On ne peut pas résoudre ce problème avec des pompes à carbone comme le voudraient les techno-solutionnistes.

La crise climatique est d'abord une crise physique. Continuer à brûler autant d'énergies fossiles qu'aujourd'hui nous conduirait à dépasser les +2 °C avant 2035, limite à partir de laquelle les impacts sur le climat auraient des conséquences irréversibles.

En raison du dérèglement climatique, l'écosystème nécessaire à la vie de l'espèce humaine se transforme. Il va falloir que l'on s'adapte rapidement, car les répercussions du dérèglement climatique arrivent plus vite que l'on pense. Sans ça, la vie humaine est en danger. La planète, elle, nous survivra!



Alexandre Florentin : Il faut retenir que le climat ne revient pas en arrière. Plus personne ne connaîtra les étés de votre enfance. Paris, la France, le reste du monde, personne n'est prêt. Nous allons avoir à gérer des crises économiques, sociales, géopolitiques et écologiques, et à nous adapter en même temps.

Il va falloir repenser la ville, tout en réduisant drastiquement les émissions de carbone. C'est un nouveau modèle socio-économique à inventer, sans quoi, ma crainte est d'accentuer les inégalités.

Alexandre Florentin



Nous allons avoir à gérer des crises économiques, sociales, géopolitiques et écologiques, et à nous adapter en même temps.

DES PROBLÉMATIQUES DIFFÉRENCIÉES SUR LES TERRITOIRES

Concrètement, quelles sont les répercussions dans les zones montagnardes ?

Valérie Paumier : Les territoires de montagne se réchauffent deux fois plus vite que le reste de l'hémisphère nord. Aujourd'hui, les montagnes sont asséchées, alors que les Alpes sont les châteaux d'eau de toute l'Europe.

En Haute-Savoie, on est en alerte sécheresse six mois dans l'année. Et alors qu'on n'a presque plus de neige, les domaines sont enneigés à 40 % de neige artificielle et l'objectif est de monter à 70 % pour rester compétitif face à nos voisins (Suisse, Italie, Autriche).

Les élus continuent à soutenir ce type de projets, qui vont à contre-courant de l'histoire, surtout quand on sait que d'ici 30 ans, il n'y aura plus de neige.

Pour compléter le panorama, que se passe-t-il dans les métropoles ?

Alexandre Florentin : Quand je lis les articles scientifiques, on pourrait atteindre des températures entre 50 et 55 degrés pendant la 2^{de} moitié du siècle. Paris a déjà connu de grandes canicules par le passé, comme en 2003.

À la Ville de Paris, j'ai présidé la mission « Paris à 50 degrés ». Cette mission a permis de mettre en avant quelque chose d'impensé sur les canicules : elles impactent notre sphère technique, et pas seulement notre santé.

Les objets électriques, électroniques et en acier sont sensibles aux évolutions des plages de température. Dans le Sud-Est de la France, les groupes de climatisation s'arrêtent à partir de 42 degrés dans les cliniques. On est obligé de les arroser pour les faire refroidir et qu'ils continuent de marcher. Ça commence à arriver en région parisienne.

Il faut revoir plus globalement l'organisation de la vie de la société pour ralentir la machine à détruire. Par exemple le passage à la semaine à quatre jours est une piste. Nous avons besoin d'une révolution haussmannienne, d'une mobilisation générale. C'est une question d'engagement.

Ainsi, est-ce la fin du monde ou la fin d'un monde à l'heure actuelle ?

Laurent Coudercher : Comme l'a dit Alexandre, il n'y a pas de retour en arrière possible. Cela suppose de sortir collectivement de notre dépendance vis-à-vis des énergies fossiles et de financer la transition.

Si vous me permettez cette image, on est dans une seringue avec peu de temps pour agir et d'immenses transformations à engager. Je ne sais pas si c'est la fin d'un monde, mais c'est la fin d'un modèle économique fondé sur l'exploitation de ressources jusque-là considérées comme infinies.

LE RÔLE DE LA FINANCE

Quel est le rôle de la finance dans ce changement de modèle économique ?

Laurent Coudercher : Sans certaines banques pour les soutenir, les gisements de sables bitumineux canadiens ou les mines de charbon indiennes n'auraient pas été récemment ouverts.

L'Union européenne importe quasiment 100 % de sa consommation en énergies fossiles : planifier la décarbonation de notre économie contribuerait à réduire la demande, notamment si tous les leviers sont activés soit la sobriété, l'efficacité et l'énergie bas carbone. Cela rendrait la France et l'Europe plus résilientes sur les plans climatiques, géopolitiques et économiques.

Mais pour cela, les banques ont une responsabilité centrale dans la capacité à financer ou non la décarbonation de l'économie.

Laurent Coudercher



Les banques ont un effet de levier indiscutable, en choisissant d'investir ou de financer des projets moins émetteurs.

Est-ce possible de transformer la finance, et aller vers une finance durable ?

Laurent Coudercher : Les banques ont un effet de levier indiscutable, en choisissant d'investir ou de financer des projets moins émetteurs. Elles peuvent accompagner la transition énergétique d'entreprises industrielles, ainsi que la rénovation des bâtiments.

Au Crédit coopératif, nous ne finançons plus aucune extraction fossile depuis 15 ans et notre bilan carbone est l'un des meilleurs parmi les banques françaises, après la NEF.

Cependant, il faut fournir un effort de pédagogie : le carbone ne se voit pas dans l'air. Il faut des équipes d'ingénierie de projet formées au sein des banques. Il faut sensibiliser les entrepreneurs sur l'isolation, la sobriété... Il faut des espaces de dialogues et d'échanges de pratiques pour repenser le rôle de la finance et montrer qu'on peut être rentable sans détruire la planète.

Valérie Paumier : Nous avons absolument besoin d'intégrer le risque climatique dans les projets. On ne peut plus pérenniser un modèle qui ne tient ni sur le pan énergétique ni sur le plan climatique, mais qui rapporte 9 milliards par an.

C'est seulement quand les investisseurs auront des bilans mitigés, comme pendant le COVID-19, qu'ils arrêteront de financer de tels projets. Le cœur du problème c'est notre modèle économique.

LEVIERS D'ACTION DES CITOYENS ET LES COLLECTIVITÉS

Face à tout ceci, quel rôle pour les citoyens ? Quels sont les meilleurs leviers ?

Valérie Paumier : Il ne faut pas laisser la tâche aux autres. Il faut s'engager sur le terrain politique, en créant son association, comme je l'ai fait avec Résilience montagne, ou en rejoignant des associations existantes.

C'est important de mailler le territoire. Quand on agit au local, on agit au global. Avec d'autres associations, nous menons des recours juridiques contre des projets qui vont à l'encontre du climat et de la biodiversité.

Nous pouvons aller jusqu'à la désobéissance civile quand les recours classiques ne fonctionnent pas. Le projet de création d'une retenue d'eau pour la neige artificielle à La Clusaz en est un exemple.

Nous avons engagé des recours juridiques. En même temps, un collectif tiers a décidé d'occuper le bois, sous la forme d'une Zone à défendre (ZAD) à 1600 mètres d'altitude le temps que nous organisions le référé suspension pour éviter le début de travaux.

Finalement, même si c'était illégal, nous avons réussi à préserver 8 hectares de forêt, 58 espèces protégées et la faune qui y vit. Cela donne beaucoup d'espoir, mais la stratégie, c'est aussi de faire jurisprudence, pour éviter d'autres grands projets inutiles et dévastateurs. Une victoire en amène une autre.

Alexandre Florentin : J'observe également que des collectifs citoyens se mobilisent pour défendre leur environnement. Aujourd'hui, le risque n'est pas que le sujet ne soit pas traité, mais maltraité par les milieux libéraux, ou récupéré par des milieux extrémistes.

Valérie Paumier

Une victoire en amène une autre. Cela donne beaucoup d'espoir, mais cela fait aussi jurisprudence et permet d'autres grands projets inutiles et dévastateurs.



Valérie Paumier : C'est pour cela que la mobilisation citoyenne ne fonctionne qu'à condition d'être hyper stratégique. En plus des recours en justice, il faut emmener l'opinion publique grâce des campagnes de presse alimentées par l'expertise de scientifiques.

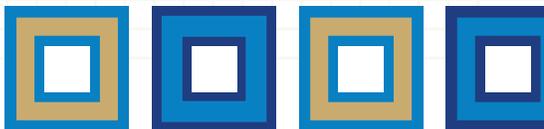
Grâce à mon expérience dans la diplomatie des affaires, j'ai compris qu'il fallait ne plus laisser les *lobbies* du ski et du tourisme parler seuls, sans contradicteur. Je m'emploie à rencontrer les gouvernances économiques et politiques en faisant du *lobbying* de couloirs.

Il faut aller chercher les décisionnaires à Paris, qui ne rêvent que de leur semaine de ski en février, pour les sensibiliser. Ils sont choqués d'apprendre qu'il n'y a pas de neige dans les Alpes sans le recours à la neige artificielle.

Comment les collectivités territoriales peuvent-elles s'engager en s'adaptant, anticipant et réparant ?

Alexandre Florentin : Franchement, ce n'est pas simple. Les projets d'urbanisme au cours des vingt dernières années pour Paris sont faits par les mêmes promoteurs, comme la gare d'Austerlitz, les Tours DUO, la Tour Triangle. Ils contribuent indirectement aux finances publiques de la ville. Le modèle est bloqué sur des perspectives de croissance.

Il n'est pas possible de vouloir éviter Paris à 50 degrés, tout en voulant toujours plus de touristes et de sponsors. Un autre modèle est à bâtir, en se fondant sur une réduction des flux physiques, avec moins d'argent, mais alloués très différemment. Cela dessine une révolution très forte.



Quels sont les enjeux pour l'avenir ?

Valérie Paumier : Longtemps, j'ai pensé que l'écologie n'était pas politique. C'est faux. Je pense désormais que nous allons devoir aller au politique, plutôt que d'éteindre le feu et critiquer le système.

Nous avons besoin que les citoyens s'engagent et prennent le pouvoir lors des prochaines élections européennes, départementales, présidentielles, etc. Nous avons à prendre nos responsabilités et à nous engager dans ce qui nous semble légitime.

Concrètement, il faudrait créer des vrais moratoires citoyens et de la concertation citoyenne pour enclencher des discussions sur le territoire.

Alexandre Florentin : Je ne crois plus beaucoup à la formation des élus comme un axe fort de changement. Je partage ce qu'a dit Valérie, il vaut mieux faire entrer en politique des citoyens engagés, des personnes de terrain.

Le politique est toujours en retard. Ne pensez pas que vous êtes moins légitimes à vous engager en politique que des personnes qui s'accrochent au pouvoir et en ont les codes !

Laurent Coudercher : Pensez à voter avec votre argent. La banque n'a pas d'argent. Chaque euro prêté se fait grâce à vos dépôts. Il faut donc être vigilant à qui vous confiez votre argent. ☹️

RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

📄 Mission d'information et d'évaluation du Conseil de Paris, *Paris à 50 °C : s'adapter aux vagues de chaleur*, 2023, [en ligne].

📖 Rémy Servais, *La Poudre Aux Yeux*, 2023, [en ligne].



RÉACTION DE YANNICK BLANC, GRAND TÉMOIN DE LA JOURNÉE

Le dérèglement climatique est le sujet qui étouffe, domine, déstabilise tous les autres.

Yannick Blanc

Devant l'immensité et la complexité du dérèglement climatique, nous avons besoin d'intelligence stratégique.



Les témoignages de cette table ronde nous ont permis de comprendre que devant l'immensité et la complexité de ce problème, nous avons besoin d'intelligence stratégique.

Il faut mobiliser toutes les compétences nécessaires, avoir les bons leviers, savoir les mobiliser au bon moment. C'est de l'intelligence stratégique, qui ne construira que grâce à la coalition d'associations et au faire ensemble.

© Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Diane Bonifas, Laurent Coudercher, Charlotte Debray, Alexandre Florentin, Anna Maheu, Guillemette Martin et Valérie Paumier. Il est mis à disposition sous la [Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/).



JOURNÉE D'ÉTUDE #2



« Vers une société de l'engagement ? Ruptures & dynamiques »

20 NOVEMBRE 2023

DÉGRADATION DE LA SANTÉ MENTALE



Animé par Hannah Olivetti

Nathalie Roudaut, Maxime Perez Zitvogel et Jean-Baptiste Hazo

La santé mentale est un sujet qui nous concerne toutes et tous. Cependant, jusqu'à la crise du COVID-19, elle était peu abordée. La santé mentale est pourtant essentielle dès lors que l'on parle d'engagement : elle peut être une cause d'engagement, mais aussi peut agir sur la capacité des uns et des autres à s'engager. Qu'est-ce que la santé ? Quel est l'état de santé mentale des Français ? Quels sont les grands enjeux pour l'avenir ?

Cet échange s'inscrit dans le cadre de la 2^e journée d'étude de la Fonda «[Vers une société de l'engagement ? Dynamiques & Ruptures](#)».

Animé par Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective de la Fonda, il a mobilisé Jean-Baptiste Hazo, responsable de la santé mentale à la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère de la Santé, Nathalie Roudaut, déléguée générale de Nightline France et Maxime Perez Zitvogel, cofondateur de la Maison Perchée.

SANTÉ MENTALE & PSYCHIATRIE

Hannah Olivetti : Comment définir la santé mentale et la psychiatrie ?

Jean-Baptiste Hazo : La définition de la santé mentale n'est pas consensuelle. Le terme est utilisé dans la littérature anglo-saxonne ou des institutions internationales pour venir remplacer celui de psychiatrie. On peut se demander pourquoi.

Certainement parce que la psychiatrie a une histoire complexe, parfois entachée de sang dans les régimes totalitaires ou en France sous l'occupation.

De plus, la psychiatrie est souvent perçue, parfois à juste titre, comme aliéniste, concentrationnaire, notamment lorsqu'elle est trop hospitalo-centrée et bafoue les droits des patients.

Il arrive que le Contrôleur général des lieux de privation de liberté pointe des atteintes plus ou moins graves aux droits des patients et à leur dignité dans les services de psychiatrie.

Maxime Perez Zitvogel : Quand on ne connaît pas le monde de la psychiatrie, cela peut être très violent. À la suite d'une phase de manie, on m'a amené voir un médecin. On m'a forcé à prendre des médicaments, que j'ai refusés, alors on m'a fait une piqûre. Je me suis ensuite réveillé dans le cadre des douze jours¹, en isolement et en contention, dans une salle sans savoir où j'étais. J'ai dû prendre un avocat et passer devant le juge des libertés.

¹ Depuis la loi du 27 septembre 2013, les patients hospitalisés sans consentement en psychiatrie doivent être présentés à un juge des libertés et de la détention avant 12 jours, puis tous les six mois si nécessaire.

Pour le différencier de la psychanalyse, le concept de santé mentale est donc apparu. Que désigne-t-il ?

Jean-Baptiste Hazo : À partir des années 1990, on voit le terme de santé mentale supplanter celui de psychiatrie dans la littérature de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Union européenne, etc.

En utilisant le terme de santé mentale, l'objectif est de proposer un modèle de psychiatrie plus humaniste, moins orientée vers l'institutionnalisation des patients au long court et tournée vers la prise en charge au plus près du lieu de vie du patient avec des objectifs de réhabilitation psychosociale ou de rétablissement.

Généralement en France, et pour les pouvoirs publics, le terme de santé mentale co-existe avec celui de psychiatrie. Le terme ne remplace pas la psychiatrie, discipline médicale en charge de patients, mais renvoie plutôt à une approche à plusieurs continuums de la santé mentale.

Se détachant du modèle normal vs. pathologique, il s'agit d'un modèle holistique, chacun a une santé mentale qui est une composante de la santé et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou de handicap.

On peut être en bon état de santé mentale tout en étant diagnostiqué d'un trouble psychiatrique. Inversement, on peut être en détresse psychologique, à la suite d'un deuil ou d'une rupture par exemple, sans que cela soit révélateur d'un trouble psychique.

Attention aux dérives qui entachent la notion et la mode dont fait l'objet la santé mentale : l'individu est sommé de prendre soin de sa santé mentale, il en est responsable.

L'injonction au bonheur est prégnante, et fait porter la responsabilité de sa santé mentale sur l'individu, et peut donc faire l'impasse sur les puissants déterminants sociaux, sécuritaires et environnementaux, qui relèvent de la responsabilité collective.

Jean-Baptiste Hazo

La santé mentale est une composante de la santé et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou de handicap.



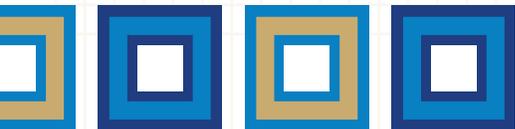
DÉTERMINANTS DE LA SANTÉ MENTALE

Quels sont les déterminants de la santé mentale ?

Nathalie Roudaut : Il existe des déterminants biologiques, sociaux et psychologiques). Les facteurs génétiques sont par exemple des déterminants biologiques quand l'environnement socio-économique l'isolement ou l'exposition à des situations de violence, de stress, ou de précarité sont des déterminants sociaux.

La santé mentale est un continuum, qui fluctue au gré des événements que nous traversons. Être en détresse ne signifie pas que nous avons un trouble psychiatrique. La capacité à faire face aux difficultés et à les surmonter est déterminante pour préserver une bonne santé mentale.

On peut limiter la détresse et certains troubles, en prévention primaire, en apprenant à décrypter les émotions, en travaillant la confiance en soi, en prenant soin de soi, en ayant des relations sociales, en faisant de l'exercice physique, en évaluant précocement les points d'intervention possibles, les risques...



ÉTAT DE SANTÉ MENTALE AUJOURD'HUI EN FRANCE

Quel est l'état de la santé mentale en France au niveau de la population générale ?

Jean-Baptiste Hazo : Quand on fait de l'épidémiologie psychiatrique, on cherche à estimer le nombre de personnes en besoin de soins, en traitant par exemple les données collectées via les cartes vitales, stockées dans le système national de données de santé. Ou en étudiant les données d'enquête.

D'après ces données, 13 % de la population adulte française présenterait des troubles psychiques, ou du moins un besoin de soin. Les troubles les plus fréquents sont les suivants : dépression, anxiété, accès boulimiques parfois accompagnés de comportements compensatoires comme les vomissements, addictions ou pensées suicidaires.

Ces dernières années on observe une augmentation des pensées suicidaires chez les plus jeunes : 2,5 % des hommes disent avoir pensé à se suicider au cours des douze derniers mois, contre 3 % des femmes. Ce taux monte à 6,5 % des jeunes filles âgées de 10 à 24 ans. Chez elles, les hospitalisations pour lésions auto-infligées, renvoyant à des scarifications ou des tentatives de suicide, sont en progression brutale ces dernières années.

En matière d'expression de la souffrance psychique, il existe des différences selon le sexe. Les femmes sont plus concernées par les troubles dits « internalisés », où la souffrance reste à l'intérieur : dépression, angoisse alors que les hommes ont tendance à l'externaliser avec des comportements à risque, des addictions et de la violence.

Nathalie Roudaut



Plus de la moitié des pathologies psychiatriques se déclarent entre 15 et 25 ans.

Pourquoi les jeunes ont-ils tendance à être plus vulnérables en matière de santé mentale ?

Nathalie Roudaut : C'est entre 15 et 25 ans que plus de 50 % des pathologies psychiatriques se déclarent.

Jusqu'à 25 ans, le cerveau continue de se transformer, il est sensible aux influences de l'environnement, pour le meilleur et pour le pire. C'est une période de construction de soi, dans laquelle la relation à l'autre est déterminante. À ce titre, les effets de la distanciation, des confinements, des cours à distance se font encore sentir : cela ne sera rattrapé pas d'avoir été privé d'interactions sociales, et ceux qui allaient mal vont encore plus mal.

Au-delà de la crise liée au COVID-19, les troubles dépressifs chez les 18-24 ans ont été multipliés par deux entre 2017 et 2021². Aujourd'hui un jeune sur cinq présente un trouble dépressif. La dépression se définit notamment par une projection négative, voire une incapacité à se projeter dans l'avenir : on fait des enfants si la planète reste viable, on fait un métier si l'on pense qu'on en pourra vivre décemment... Avec les crises, guerres, qui s'accumulent, c'est très compliqué pour les jeunes de se projeter dans l'avenir.

Si l'on se concentre sur les étudiants, d'autres facteurs de risques de détérioration de la santé mentale s'ajoutent : c'est souvent un moment de déracinement géographique, on est plus sujet à l'isolement et à la précarité, on stresse pour les examens, pour son insertion professionnelle ensuite, la compétition entre étudiants et dans de nombreuses filières est rude, certains doivent travailler pour financer leurs études... En 2021, 30 % des étudiants déclaraient avoir eu des pensées suicidaires au cours des 12 derniers mois³.

² Santé publique France, *Prévalence des épisodes dépressifs en France chez les 18-85 ans : résultats du Baromètre santé 2021*, 14 février 2023 [[en ligne](#)].

³ Observatoire national du suicide, *Mesurer l'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19 - Effets contrastés au sein de la population et mal-être chez les jeunes*, septembre 2022, [[en ligne](#)].

Et qu'observes-tu de ton côté Maxime ?

Maxime Perez Zitvogel : Je partage le constat de Nathalie. À la Maison Perchée, nous avons en moyenne entre un mois, voire un mois et demi d'attente pour devenir adhérent et je ne vous parle pas du nombre de personnes hors cadre qu'on ne peut pas accueillir. Ce qui me fait peur pour la suite, c'est toutes ces personnes qui ont besoin de soutien et qui n'ont nulle part où aller.

Un tel contexte montre qu'il est nécessaire de s'engager dans le domaine de la santé mentale. Qu'est-ce qui t'a poussé à créer la Maison Perchée ?

Maxime Perez Zitvogel : Quand j'ai été diagnostiqué bipolaire, comme 2 à 3 % de la population, tout s'est effondré pour moi. J'ai fait une grosse dépression pendant deux ans, ainsi qu'une tentative de suicide comme une personne sur cinq concernée par un trouble psychique.

Il n'y avait rien pour les jeunes en dehors du traitement et du psychiatre. J'ai donc créé en 2017 l'association Bipolaires et fiers et fières, devenue la Maison perchée trois ans après.

La Maison Perchée est une association non médicalisée spécialisée pour les jeunes adultes de 18 à 40 ans vivant avec un trouble psychique, comme la bipolarité, la schizophrénie ou les troubles *borderline*. Elle est fondée sur la pair-aidance. C'est ce que j'aurais voulu avoir à ma sortie de l'hôpital...

Nous soutenons les personnes concernées et leurs proches, nous sensibilisons le grand public sur les maladies psychiques avec des prises de parole dans les médias et nous contribuons à faire évoluer les pratiques en psychiatrie auprès des politiques publiques et des professionnels de santé.

Depuis février 2023, nous avons ouvert un café associatif accessible au grand public les matins en semaine et le samedi, car nous sommes tous forcément concernés et pouvons faire changer les représentations sur la santé mentale.

Il existe aussi d'autres associations fondées sur l'entraide entre pairs, comme Nighline à destination des étudiants. Quelle est votre action ?

Nathalie Roudaut : Nightline France est une association étudiante créée en 2016 d'inspiration anglo-saxonne, basée sur le modèle de la pair-aidance entre jeunes ayant le même âge et le statut d'étudiant.

C'est une démarche de santé communautaire, animée par des étudiants, pour des étudiants, accompagnés par des professionnels, avec invitation et orientation vers des professionnels de santé si besoin.

Nos actions s'inscrivent dans une logique de prévention primaire et de promotion en santé mentale, c'est-à-dire en amont de situation de détresse, en s'informant, en s'outillant, en libérant la parole, etc.

Il s'agit aussi d'agir à une échelle plus collective, en changeant les représentations sur la santé mentale. Depuis 2017, nous proposons la nuit une ligne d'écoute gratuite, anonyme et confidentielle, en français et en anglais. Nous avons un mantra : il n'y a pas de petit problème, commencer à en parler c'est un bon début.

Pour éviter de les mettre en difficulté, nos bénévoles étudiants sont formés et accompagnés par des professionnels de santé. Nous pensons qu'il faut prendre soin de soi avant de pouvoir écouter les autres. Malgré un *turn-over* important, lié au statut étudiant, nous n'avons pas de problème de recrutement, sans doute parce que l'engagement associatif leur fait du bien.

Nos bénévoles auraient voulu avoir un tel espace de soutien, pouvoir parler de leur détresse ou de leurs troubles — ou de celles de proches —, comme on parle d'une jambe cassée. Cette proximité avec le sujet de la santé mentale, qui nous concerne tous, est un moteur de l'engagement, efficace pour conjuguer expérience et expertise.

On voit également des jeunes arriver plus conscients, peut-être «grâce» au COVID-19, par l'importance de préserver ou de réhabiliter une bonne santé mentale.

Quels sont les enjeux pour l'avenir ?

Jean-Baptiste Hazo : Il est évident que l'engagement associatif aide à maintenir une bonne santé mentale. Inversement, l'entraide entre personnes affectées donne de bons résultats.

Mais la psychiatrie est un secteur en crise perpétuelle, tout particulièrement la pédopsychiatrie. C'est un champ peu consensuel, avec des oppositions doctrinales. On a du mal à faire collectif.

On peut se poser la question d'une réponse graduée en aidant la psychiatrie en prenant soin des gens avant qu'ils ne tombent malades. Le remboursement partiel des séances en psychologie vient tout juste d'être mis en place et cela pourrait être mieux articulé avec les parcours en psychiatrie.

Beaucoup de psychiatres n'aiment pas trop la notion de santé mentale, car elle efface leur rôle qui est celui de s'occuper de patients en besoin de soin, on ne peut demander à un secteur sanitaire qui n'en peut plus de s'occuper du bien-être des citoyens.

Avant de s'occuper des malades, il y a beaucoup de prévention primaire à faire. Je pense à l'Angleterre, qui a créé le réseau Sentinelle pour prévenir les actes suicidaires, ou aux lignes d'écoute, comme ce que fait Nightline France pour les étudiants.

Maxime Perez Zitvogel

Nous devons nous mobiliser tous ensemble sur le sujet de la santé mentale : les professionnels, les politiques, les patients et leurs proches.



Maxime Perez Zitvogel : On est aujourd'hui en pleine crise de vocation pour devenir psychiatre, conduisant à des déserts médicaux en matière de santé mentale. Dans certaines régions, des patients doivent attendre six mois avant de voir un psychiatre. Mais comment allons-nous gérer ça ?

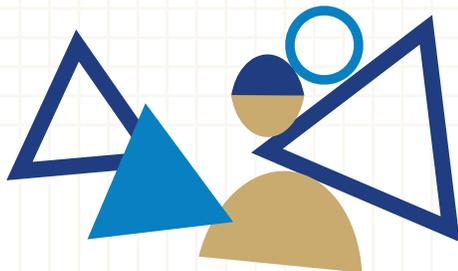
Je pense aussi à deux catégories de la population qui sont laissées pour compte : les plus jeunes et les plus âgés. On se rend compte que les plus de 40 ans sont clairement oubliés. Dès qu'ils ont été hospitalisés, ils perdent leur boulot, ne peuvent donc plus payer leur loyer. Ainsi, au lieu d'être dans la rue, ils restent à l'hôpital.

La vraie priorité est qu'on se mobilise tous ensemble sur le sujet de la santé mentale : les professionnels, les politiques, les patients et leurs proches.

Nathalie Roudaut : Je souscris à ce qui a été dit et j'ajoute que Nightline forme des Sentinelles étudiantes en France, en partenariat avec le GEPS. Une chose positive que je retiens de la crise du COVID-19, c'est que le sujet de la santé mentale est monté dans le débat public.

Pour l'avenir, il faut travailler sur l'ensemble de la chaîne des acteurs de la santé mentale, de la prévention primaire à la prise en charge des malades. Beaucoup de temps et de chances sont gâchés compte tenu de la saturation des services.

Il y a urgence à agir sur tous les déterminants qui peuvent améliorer le bien-être et éviter des coûts, en particulier humains. Ce n'est pas aux acteurs du soin de s'occuper seuls de la bonne santé mentale de la population.



Nathalie Roudaut : Les collectivités locales, même si elles n'ont pas dans leur champ de compétences directes la santé, ont des leviers concrets avec l'aménagement du territoire, les transports, l'animation de la vie sociale et culturelle.

Cela n'est pas pour renvoyer la responsabilité aux collectivités, qui d'ailleurs, se saisissent plutôt de plus en plus du sujet. C'est pour évoquer la notion de responsabilité partagée décrite par Maxime : citoyens, élus, décideurs, politiques, tout le monde a un rôle à jouer. Travailler sur le lien social, c'est travailler pour une société qui va bien. ☺

RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

📄 Jean-Baptiste Hazo et Aristide Boulch (DREES), *Santé mentale : une amélioration chez les jeunes en juillet 2021 par rapport à 2020 mais des inégalités sociales persistantes*, 22 juillet 2022, [en ligne].

📄 Valentin Berthou, Aristide Boulch, Monique Carrière, Hadrien Guichard, Jean-Baptiste Hazo, Adrien Papuchon, Charline Sterchele et Valérie Ulrich (L'Observatoire national du suicide), *Suicide, Mesurer l'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19. Effets contrastés au sein de la population et mal-être chez les jeunes*, septembre 2022, [en ligne].

📄 Ketty Rios Palma, *Perchés*, 2023, [en ligne].

RÉACTION DE YANNICK BLANC, GRAND TÉMOIN DE LA JOURNÉE

Le sujet de la santé mentale est le cœur de la question plus large de l'évolution des métiers du lien et du soin. Toutes ces activités sont en situation de crise, car ce modèle s'est construit compartiment après compartiment.

Yannick Blanc

L'enjeu de la santé mentale est le révélateur des faiblesses dans le prendre soin et la création de liens.



L'enjeu de la santé mentale est le révélateur des faiblesses dans le prendre soin et la création de liens.

Pour agir au bon niveau et au bon moment, chaque étape a sa place. Chaque acteur doit prendre conscience et organiser son action, en sortant de son périmètre de solidité de convictions.

Chacun des intervenants de la chaîne de santé mentale doit se sentir contributeur et dépendant du maillon d'avant et d'après.

Construire cette chaîne de l'écoute, de l'empathie et de l'action demande l'engagement de chacune des catégories d'acteurs.

CC Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Jean-Baptiste Hazo, Yannick Blanc, Diane Bonifas, Charlotte Debray, Anna Maheu, Guillemette Martin, Maxime Perez Zivogel et Nathalie Roudaut. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.



JOURNÉE D'ÉTUDE #2



« Vers une société de l'engagement ? Ruptures & dynamiques »

20 NOVEMBRE 2023

CLÔTURE



GRAND TÉMOIN



Yannick Blanc, vice-président de la Fonda

À l'issue de la journée d'étude «Vers une société de l'engagement ? Ruptures & dynamiques», le vice-président de la Fonda Yannick Blanc a partagé les réflexions qu'avaient fait naître ces échanges, soit autant de fils à tirer pour la suite de l'exercice de prospective.

Quelque chose est commun à toutes les formes d'engagement : l'intensité humaine. Les quatre grandes thématiques abordées nous ont offert un panel d'intensité, soulevant des questions d'ordre éthique, politique et stratégique.

ENGAGEMENT ET CONFIANCE

Lors de l'échange sur la fragmentation sociale, Laurence de Nervaux nous a expliqué que la polarisation des discours était reliée à des attitudes de défiance et provoquait attentisme et retrait. Inversement, nous ne pourrions pas rétablir la confiance dans les institutions sans la reconnaissance et la valorisation de l'engagement.

À propos du revenu de base inconditionnel, abordé par Marion Ducasse, il est encore question de faire confiance. Il y a aujourd'hui une institutionnalisation de la méfiance, dans la distribution des aides, qui est sans doute la principale source de non-recours aux droits. Il y a donc définitivement quelque chose à articuler entre l'engagement et la confiance.

Aussi j'ai été marqué par le fait que les quartiers les plus préservés des violences lors des émeutes de juillet 2023 étaient ceux où il y avait le plus d'associations selon Christine Duval. Cela montre l'importance de créer les espaces où l'on sait qui est qui et sur qui on peut compter.

En ce sens, les associations sont productrices de confiance, car elles permettent de faire vivre le lien entre les gens. Pour l'avenir, il est nécessaire de faire revivre l'intensité humaine et l'interdépendance entre nous pour contrer cette fragmentation sociale.

CONSTRUIRE UNE ÉTHIQUE PARTAGÉE DU NUMÉRIQUE

À la Fonda, nous nous intéressons au sujet de la numérisation de la société depuis quelque temps. Dès lors qu'on l'aborde, on se rend compte que les personnes peuvent être rapidement perdues. Cette table ronde a permis de situer les principaux enjeux, un grand merci à Yaël Benayoun, Pierre-Antoine Marti et Valérie Comblez pour leurs regards complémentaires et didactiques.

Mon principal apprentissage est que la régulation par le marché et la régulation par la norme ne suffiront pas à faire des outils numériques d'intérêt général. Pour que ces outils ne soient pas un danger pour la société, nous avons besoin de traduire des sujets d'expertise en sujets de société, d'en faire des sujets d'engagement.

Cela suppose de surmonter l'engagement émotionnel au profit de la construction d'une éthique partagée du numérique.

LE KAIROS DE L'ENGAGEMENT CLIMATIQUE

Pour la troisième table ronde, nous sommes montés d'un cran en matière d'intensité humaine. En effet, le dérèglement climatique est le sujet qui étouffe, domine, déstabilise tous les autres.

Les témoignages de cette table ronde, dont celui incarné de Valérie Paumier, nous ont permis de comprendre que devant l'immensité et la complexité de ce problème, nous avons besoin d'intelligence stratégique.

Tout se joue dans le moment et la façon dont l'engagement citoyen s'articule ou non avec la décision politique. Cela peut prendre la forme d'un *lobbying* réussi, une victoire électorale ou une émotion partagée. Dans tous les cas, il y a un problème de *kairos*, de saisir le bon moment, en grec le « temps de l'occasion opportune ». L'accélération du dérèglement climatique nous impose des moments de transformation radicale.

Quand on devient militant associatif, le projet est toujours peu ou prou de changer le monde par l'exercice de la volonté collective. La période dans laquelle nous vivons fait que la transformation radicale est en cours, l'enjeu est savoir si nous la subissons ou si nous nous y adaptons.

Pour nous adapter, nous avons besoin de rassembler toutes les compétences nécessaires, d'avoir les bons leviers et savoir les mobiliser au bon moment, ce à quoi nous a exhorté Alexandre Florentin.

C'est de l'intelligence stratégique, qui ne construira que grâce à la coalition d'associations et au faire ensemble. La finance a un rôle à jouer comme nous l'a rappelé Laurent Coudercher. Tout comme pour les évolutions du numérique, nous avons besoin de plus que des mécanismes de régulation : l'engagement prendra des formes que nous n'avons pas inventées.

LA CHAÎNE D'ENGAGEMENTS POUR LA SANTÉ MENTALE

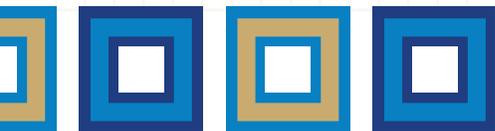
Enfin lors de notre dernière table ronde, l'intensité humaine était à son maximum. Le sujet de la santé mentale est le cœur de la question plus large de l'évolution des métiers du lien et du soin. Toutes ces activités sont en situation de crise, car ce modèle s'est construit compartiment après compartiment comme nous l'a rappelé Jean-Baptiste Hazo.

En matière de médecine, la construction du cadre éthique de l'exercice du soin est une longue aventure. Il faut mesurer le temps parcouru pour le bâtir et sa récente bascule dans les années 1980 avec la prise en compte des droits des patients dont a pu témoigner Maxime Perez Zitvogel.

L'enjeu de la santé mentale est le révélateur des faiblesses dans le prendre soin et la création de liens. Pour agir au bon niveau et au bon moment, chaque étape a sa place : de l'écoute entre pairs présentée par Nathalie Roudaut aux consultations de professionnels de santé.

Chacun des intervenants de la chaîne de santé mentale doit se sentir contributeur et dépendant du maillon d'avant et d'après. C'est grâce à cette prise de conscience que chaque acteur peut organiser au mieux son action, en sortant de son périmètre de solidité de convictions.

Construire cette chaîne de l'écoute, de l'empathie et de l'action demande l'engagement de chacune des catégories d'acteurs.



CONCLUSION



Charlotte Debray, déléguée générale, et Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective

La journée d'étude «Vers une société de l'engagement? Ruptures & dynamiques» s'inscrit dans un exercice de prospective participative plus vaste lancé par la Fonda en 2022. Charlotte Debray et Hannah Olivetti ont conclu cette journée en présentant ses prochaines étapes pour explorer ensemble cette possible société de l'engagement.

Cette première journée d'étude nous a permis de compléter la modalisation du système de la société de l'engagement, en explorant les facteurs externes qui peuvent influencer sur son fonctionnement.

Elle intervient à la fin de la première année de l'exercice de prospective participative, consacrée à la construction de la base prospective avec la collective de la donnée aux côtés d'acteurs de l'engagement.

Nous commençons à avoir une vision assez complexe des questions de l'engagement.

APRÈS CETTE JOURNÉE D'ÉTUDE...

Pour faire circuler ces connaissances, la Fonda a rédigé des comptes-rendus de chaque trilogie, disponibles dans le centre de ressources en ligne de la Fonda ainsi que dans ce document.

Jusqu'au printemps 2024, nous allons continuer à établir notre «base prospective». Concrètement, nous collecterons des données pour mieux modéliser la société de l'engagement, dans une approche systématique.



Nous vous donnons ainsi rendez-vous dans nos différents espaces de travail, où vos retours d'expérience et réflexions nous seront précieux :

-  Au sein de notre groupe de pilotage
-  Dans le club de lecture mensuel sur l'engagement.
-  Aux prochaines journées d'étude!

La 3^e journée d'étude aura lieu dans les locaux de la Fondation SNCF en mai 2024. À cette occasion, nous consoliderons les enseignements tirés de la base prospective avec la présentation d'une dizaine de notes d'analyse sur des sujets déterminants en matière de société de l'engagement.

Ensuite, nous explorerons les futurs possibles de la société de l'engagement lors d'une quatrième journée d'étude, en juin 2024, à partir de sujets pouvant engendrer des ruptures.

Nous arriverons au 9 octobre 2024, date de notre Université prospective, à la Halle Pajol, pour conclure cet exercice de prospective avec la phase n° 3.

Nous y partagerons notre compréhension du présent et nous explorerons ensemble les futurs possibles de la société de l'engagement. En nous appuyant sur tout le travail de documentation mené précédemment, nous identifierons collectivement le futur souhaitable de la société de l'engagement les leviers à activer pour y parvenir. **Et ainsi nous poserons ensemble les fondations de la société de l'engagement que nous souhaitons voir advenir!**



Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans Les Mêmes Conditions 3.0 France (CC BY-NC-SA 3.0 FR)

Vous êtes libres de partager — copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats — et de l'adapter.

Néanmoins, vous devez respecter les conditions suivantes :

- 🌐 créditer l'œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées à l'œuvre ;
- 🌐 ne pas faire un usage commercial de cette œuvre, tout ou partie du matériel la composant ;
- 🌐 la partager dans les mêmes conditions. Dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'œuvre originale, vous devez diffuser l'œuvre modifiée dans les mêmes conditions, c'est à dire avec la même licence avec laquelle l'œuvre originale a été diffusée.

Le texte intégral du contrat est disponible à l'adresse suivante :
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/>



Comptes-rendus

« Vers une société de l'engagement ? Ruptures & dynamiques »

Au cours de cette deuxième journée d'étude de la Fonda, 12 intervenants d'horizons variés ont croisé leurs regards afin de mieux comprendre les déterminants pour l'avenir de l'engagement : la fragmentation sociale, la numérisation de la société, le dérèglement climatique et la dégradation de la santé mentale. Découvrez les synthèses de ces échanges.

NUMÉRISATION DE LA SOCIÉTÉ

la Fonda



Animé par Hannah Olivetti

Yann Benayoun, Valérie Comblez et Pierre-Antoine Marti

La numérique occupe une place prégnante dans nos vies, au point que Jean-François Serres parle de « société du domicile », où l'on peut tout faire : se divertir, s'informer, consommer, faire ses démarches administratives, télétravailler, avoir des relations sociales, etc. En offrant un accès inédit à l'information, les outils numériques peuvent amplifier et renouveler l'engagement. Pourtant, tout le monde n'est pas à bord. Peut-on dématérialiser sans déshumaniser ? À quelle condition la numérique peut-elle être vecteur de lien social et de citoyenneté ? Peut-on construire un numérique éthique ?

Cet échange s'inscrit dans le cadre de la 2^e journée d'étude de la Fonda « Vers une société de l'engagement ? Dynamiques & Ruptures ». Animé par Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective de la Fonda, il a mobilisé Yann Benayoun, cofondatrice du Mouton numérique, Valérie Comblez, déléguée fédérale des Centres sociaux des Pays Picard, et Pierre-Antoine Marti, directeur d'études à Futuribles International et docteurant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) sur les représentations du futur dans la littérature d'anticipation.

L'ILLECTRONISME AUJOURD'HUI

Hannah Olivetti : Qu'est-ce que la numérique ?

Yann Benayoun : En France, nous avons cette particularité de parler « du » numérique comme un ensemble homogène. Internet, l'intelligence artificielle (IA), un logiciel de bureautique, ou une plateforme administrative : ce sont des réalités techniques et sociales très hétérogènes.

Cela crée de la confusion de parler du numérique au singulier. Cela renvoie néanmoins à un sujet clef : l'obligation de connexions. Or, tout le monde n'est pas à bord de la transition numérique.

Qui se trouve freiné dans l'utilisation du numérique ?

Valérie Comblez : En 2021, 15,4 % de la population française est en situation d'« illectronisme » : il s'agit « de la situation d'une personne ne possédant pas les compétences numériques de base ou ne se servant pas d'Internet » selon l'Insee. Le niveau de vie, l'âge et le lieu de vie conditionnent souvent cette problématique.

* Jean-François Serres, Engagez-vous en futurisme, La Pensée, 2022.
* Insee, Enquête annuelle auprès des ménages sur les technologies de l'information et de la communication, 2021, (en ligne).

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

la Fonda



Animé par Charlotte Dubray

Alexandre Pflanz, Valérie Paumier et Laurent Coudercher

L'objectif de limiter le réchauffement climatique en dessous des 2 °C d'ici 2100 a été acté lors de l'Accord de Paris. Quand bien même, nous savons que le climat ne reviendra jamais comme on l'a connu. Les répercussions sont multiples, avec des intensités variables selon les acteurs, les populations et les régions. Quelles sont-elles ? Comment peut-on agir à la racine ? Peut-on encore atténuer le dérèglement climatique, ou faut-il désormais passer aux stratégies d'adaptation ?

le cadre de Fonda « Vers une société de l'engagement ? Dynamiques & Ruptures », déléguée générale Valérie Paumier, Résilience Montagne, maire municipal du 15^e et président de l'Adopter aux vagues leader cher, chargé d'édition coopératif.

Quand on injecte la molécule de carbone dans l'atmosphère, elle y reste 10 000 ans. On ne peut pas résoudre ce problème avec des pompes à carbone comme le voudraient les techno-solutionnistes.

La crise climatique est d'abord une crise physique. Continuer à brûler autant d'énergies fossiles qu'aujourd'hui nous conduira à dépasser les +2 °C avant 2035, limite à partir de laquelle les impacts sur le climat auraient des conséquences irréversibles.

En raison du dérèglement climatique, l'écosystème nécessaire à la vie de l'espèce humaine se transforme. Il va falloir que l'on s'adapte rapidement, car les répercussions du dérèglement climatique arrivent plus vite que l'on pense. Sans ça, la vie humaine est en danger. La planète, elle, nous survivra !

ENJEUX CLIMATIQUES

Quels sont les enjeux du dérèglement climatique ?

Le climat est en danger à cause des gaz à effet de serre, principalement le CO2. Il provient en grande majorité de la combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel), mais aussi de processus industriels et de la déforestation.

FAITES AVANCER

le débat



ADHÉREZ
à la Fonda



La Fonda
fabrique
associative



Grâce à nos adhérents, nous avons organisé en mars et novembre 2023 deux journées d'étude sur une possible société de l'engagement. Grâce à vous, nous continuerons d'explorer les **futurs souhaitables de l'engagement**.